Construction d'une école élémentaire de 9 classes accueillant un centre de loisirs dans le quartier Annexe au règlement de la consultation

Action d'insertion

1. LES PRINCIPES

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la ville souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent à ses appels d'offre.

En application de l'article 14 du Code des marchés, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est invitée, pour l'exécution du marché, à proposer des actions d'insertion qui permettent l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Afin de vous associer à cette démarche sans alourdir la procédure, le service des marchés a élaboré des annexes spécifiques aux documents contractuels qui vous sont familiers.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la ville de x a mis en place une procédure spécifique d'assistance gérée par le service PLIE.

Contact : PLIE, xxxxxxxxxx

Dans ce cadre, le PLIE a pour mission :

- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés
- de réaliser à partir de la date prévisionnelle de démarrage des prestations des actions de formation professionnalisante préalables à l'embauche en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle tels que la DDTEFP, le Conseil Régional, le Conseil général
- de fournir la liste des opérateurs de l'insertion par l'économie concernés par le marché.

2. OBJET DE L'INSERTION

A l'occasion de l'exécution du marché l'entreprise retenue s'engage à réserver **5%** du temps de travail total nécessaire à l'exécution des travaux au bénéfice d'emploi d'insertion en faveur des publics prioritaires mentionnés ci-dessus.

3. LES MODALITES D'INSERTION

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de participation sont proposées à l'entreprise :

1^{ère} option : l'embauche directe

Elle peut se traduire par :

- le recrutement direct de demandeur d'emploi
- le recrutement de jeunes dans le cadre de contrat en alternance (apprentissage, contrats de qualification, d'adaptation, d'orientation)

2e option : le recours à la sous-traitance

L'entreprise attributaire du marché peut, selon les règles en usage, recourir à la sous-traitance pour une partie du travail à réaliser en ayant recours à une entreprise d'insertion

3^e option : le recours à la co-traitance avec une entreprise d'insertion

Dans le cas de la co-traitance, l'entreprise classique et l'entreprise d'insertion répondent en commun à l'appel d'offre. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion.

4e option : la mutualisation des heures d'insertion

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.

4. L'INSERTION A L'ISSUE DU MARCHE

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en poste d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément à l'article 9.5.1.3. du Cahier des clauses administratives particulières.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formée pendant le marché.

5. PRESENTATION DES DOCUMENTS

L'action d'insertion sera présentée par l'entreprise à partir de l'annexe à l'acte d'engagement « insertion par l'économique ».

5.1. La non-exécution de la clause d'insertion entraînera l'application d'une pénalité définie à l'article 4.7 du CCAP Pénalité pour non-respect des obligations d'insertion

(En cas de non-respect des obligations d'insertion, l'entrepreneur subira une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion prévu par le marché non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire brut. Extrait du ccap)